



## **Communiqué de presse**

**Paris, le 15 novembre 2017**

### **Il n'y a pas de place pour la diffamation dans le débat public**

Le site *Capital.fr* a publié il y a quinze jours un article accusant Anne Hidalgo d'avoir occupé un emploi fictif, lorsqu'elle était collaboratrice de cabinet de la ministre de la justice, il y a 16 ans. Ces prétendues « révélations » ne s'appuient sur aucune preuve, ni sur aucun témoignage nominatif. Elles ne consistent qu'à ressortir une ancienne rumeur, déjà agitée au moment des élections municipales, et qui relève de la désinformation.

L'extrême-droite et une partie de la droite ont tenté depuis d'entretenir un semblant de polémique sur le sujet. C'est indigne du débat républicain. D'abord, parce que c'est oublier qu'Anne Hidalgo et son ministère de tutelle lorsqu'elle était inspectrice du travail ont déjà démenti cette rumeur en 2003 et 2004 et alors apporté toutes les preuves de la régularité de sa situation. Ensuite, parce que le journaliste signataire de l'article a déjà été condamné pour diffamation contre Bertrand Delanoë, en avril 2013, après avoir accusé le maire de la capitale d'être « pire que Chirac » en matière « d'emplois fictifs ».

Lundi dernier, constatant sûrement que son article était de plus en plus discrédité, ce journaliste a publié un nouvel article consacré à un « témoignage qui accuse ». Il n'a pas fallu plus d'une heure pour que le témoin en question dénonce avec fermeté les déclarations qui lui étaient prêtées, allant jusqu'à signer un courrier où il atteste que *Capital* a « déformé (s)es propos au point de leur faire dire le contraire de ce qu'(il) avait indiqué » et où il parle de « pur mensonge ».

Ces tentatives de déstabilisation en employant des méthodes manipulatrices et mensongères sont inadmissibles.

Nous affirmons donc haut et fort toute notre solidarité à la Maire de Paris et nous appelons chacune et chacun à refuser cette confiscation du débat public par des « fake news » qui mettent à mal notre démocratie et font le lit des populismes.

**Le Groupe Socialiste et apparentés,  
Le Groupe Communiste – Front de gauche,  
Le Groupe Écologiste de Paris,  
Le Groupe Radical de gauche, centre et indépendants,**

**Contacts :**

**Jean-Bernard Senon**

[jean-bernard.senon@paris.fr](mailto:jean-bernard.senon@paris.fr)

**06 80 08 76 27**

**Eric Zunzarren**

[eric.zunzarren@paris.fr](mailto:eric.zunzarren@paris.fr)

**01 42 76 51 28**

**Guillaume Alévêque**

[guillaume.aleveque@paris.fr](mailto:guillaume.aleveque@paris.fr)

**01 42 76 64 42**